



CONVENTION DE GESTION CYNEGETIQUE AUTORISATION DE CHASSER

Forêt Communale d'Ollioules

Secteur Châteauvallon et Gros Cerveau

Vu les articles L.322-1 à L.322-13 du Code de l'Environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu les articles L.420-1 et suivants du Code de l'Environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu le plan de chasse en date du 18 mai 2018 dans le département du Var,

Vu le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique du département du Var en date du 8 juillet 2016.

Entre

- La ville d'Ollioules, dûment représentée par Monsieur Le Maire d'Ollioules Monsieur Robert BENEVENTI, propriétaire de la forêt communale
- La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par Hubert FALCO, dûment mandatée par une délibération en date du 19/12/2017, dénommée ci-après "le gestionnaire"
- L'Office National des Forêts, dûment représenté par son directeur François BLAND, dénommé ci-après "le gestionnaire"

d'une part,

Et

- L'association de chasse la Maquisarde régie par la loi du 1er juillet 1901, sise à Mairie Annexe « Espace Pierre Puget » à Ollioules représentée par son Président Monsieur François DE L'ISLE, dénommée ci-après « le bénéficiaire »

d'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Orientations générales de la gestion cynégétique sur la forêt communale**du Régime Forestier en gestion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée****■ Connaissance des espèces gibier, de leurs habitats et de la chasse sur le site**

Sur un site donné, le propriétaire la ville d'Ollioules, la société locale de chasse, la fédération des chasseurs et les gestionnaires Métropole TPM et ONF peuvent mener conjointement un diagnostic cynégétique local afin de définir la gestion cynégétique, les moyens de gestion et les outils de suivi les plus adaptés.

■ La gestion cynégétique sur les sites a pour objectifs de :

- ♦ Concourir au maintien, voire à l'amélioration de la biodiversité, de la faune sauvage chassable et non chassable et de ses habitats,
- ♦ Garantir la compatibilité de l'ouverture au public avec l'exercice de la chasse par des modalités adaptées (zonages, pratiques, jours et heures de chasse etc.),
- ♦ Permettre la pratique d'une chasse durable et accessible à tous, intégrée à la gestion de la forêt communale,
- ♦ Contrôler et réguler les populations d'animaux susceptibles de créer des déséquilibres écologiques,
- ♦ Favoriser la quantité et la diversité des populations naturelles autochtones de la forêt, en excluant tout recours à l'agrainage,
- ♦ Permettre de limiter les situations de surabondance occasionnant des déséquilibres pour les habitats naturels et les autres espèces,
- ♦ Permettre de contrôler et réguler le cas échéant, les espèces susceptibles de provoquer des dégâts aux cultures et aux récoltes sur les propriétés riveraines.

■ Les moyens de gestion des populations de gibier peuvent être, en fonction du contexte et des objectifs propres au site :

- ♦ La mise en place d'outils de gestion cynégétique prévus par le Code de l'Environnement (Schéma Départemental de Gestion Cynégétique, plan de gestion cynégétique, Prélèvement Maximum Autorisé, etc.),
- ♦ La mise en place de réserves de chasse et de faune sauvage, dans la mesure où la nécessité de zones de quiétude serait avérée sur le plan cynégétique et environnemental,
- ♦ La régulation des espèces surabondantes occasionnant des déséquilibres écologiques ou des dégâts aux cultures et aux récoltes (pression de chasse, reprises, destructions à tir, battues...),
- ♦ Les lâchers de gibier doivent être à des fins de repeuplement durant la saison de chasse, sur autorisation du propriétaire et des gestionnaires. Le bénéficiaire est tenu de délivrer aux gestionnaires et au propriétaire les documents justifiant de l'origine du gibier lâché.

Présentation du site

■ Site, contexte

La forêt communale d'Ollioules se compose de deux massifs calcaires distincts : le Croupatier à l'est et le Gros Cerveau à l'ouest, séparés par les Gorges d'Ollioules. Sa superficie est de 414,73ha.

Le patrimoine naturel et paysager de ce massif est remarquable, ce dernier est concerné par une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II « Gros Cerveau Croupatier », et d'une Zone Spéciale de Conservation « Mont Caume - Mont Faron - Forêt Domaniale des Morières » appartenant au réseau Natura 2000, réseau européen de protection des espaces naturels.

■ Propriété et classement dans le domaine propre

La ville d'Ollioules est propriétaire de l'ensemble des 414,73ha de la forêt communale,

Toutes les parcelles sont ouvertes à la chasse exceptées les parcelles suivantes :

- ♦ Secteur Châteauvallon : parcelles : AC 109 Est, DE 1 et DB 58 Nord correspondant à la partie périurbaine proches des activités culturelles et de loisirs,
- ♦ Secteur club canin : parcelles AB 218 et 217,
- ♦ Gros cerveau CRAPA : parcelle AB 5 coté Est de la parcelle qui exclut la partie piste CRAPA et les abords.

■ Gestion

Depuis janvier 2019, la Métropole TPM s'est vue transférer la gestion de la forêt communale.

L'ONF intervient dans le cadre du régime forestier de la forêt communale.

La ville reste propriétaire du foncier et décisionnaire des actions du Plan d'actions d'aménagement forestier.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions du droit de chasse qui sont attribuées à la société de chasse la Maquisarde par le propriétaire foncier ville d'Ollioules, les gestionnaires Métropole TPM et ONF en charge du régime forestier de la forêt communale.

La création d'une zone de non chasse est un objectif de gestion cynégétique global qui consiste à mettre en place un réseau d'espaces significatifs de réserve pour l'avifaune.

La forêt communale d'Ollioules est bordée d'espaces péri-urbains et de zones pavillonnaires qui accueillent un large public. En conséquence, la création de la zone de non chasse répond à des exigences réglementaires, sécuritaires et vise à réduire les conflits d'usage.

La zone de non chasse est instituée pour la durée de la présente convention.

L'information sur la zone en non chasse doit être assurée par l'association auprès de ses adhérents. Des pancartes réglementaires sont installées en périphérie de ladite zone sur des emplacements définis.

Les tirs en direction de la zone de non chasse et sur les chemins bordants cette zone sont interdits. A cet effet, il est rappelé que la chasse sur un chemin public ou à partir d'un chemin public est considérée comme une chasse sur terrain d'autrui.

Le bénéficiaire est autorisé à chasser sur une partie des parcelles cadastrées, comme délimitée aux plans annexés à la présente convention en annexe 1.

L'autorisation de chasser est donnée sur les parcelles citées ci-dessous :

SECTION	N°PLAN	ADRESSE	CONTENANCE m ²
AB	2	LE GROS CERVEAU	130516
AB	3	LE GROS CERVEAU	44
AB	4	LE GROS CERVEAU	208160
AB	5p	LE GROS CERVEAU	732211
AB	219	ROUTE DES GORGES	114
AB	386	HUGUENEUVE	334109
AC	1	CAPEOU GROS	16
AC	3	CAPEOU GROS	262050
AC	4	CAPEOU GROS	64950
AC	5	CAPEOU GROS	287780
AC	23	L'ORATOIRE	66
AC	24	L'ORATOIRE	15344
AC	102	LE DETRAS	15140
AC	103	LE DETRAS	24040
AC	109p	LE DETRAS	16196
AC	166	CHATEAUVALLON	247100
AC	359	CAPEOU GROS	911930
AC	367	LE DETRAS	48597
AC	500	CAPEOU GROS	7041
AC	501	CAPEOU GROS	363609
AC	637	CHATEAUVALLON	143492
DA	89p	LE DETRAS	3080
DA	91	LE DETRAS	14522
DA	92p	LE DETRAS	19643
DA	95	LE DETRAS	2139
DA	96	LE DETRAS	30045
DA	97p	LE DETRAS	3941
DA	138p	LE DETRAS	3333
DB	1p	CHATEAUVALLON	28963
DD	5	LES ESQUIERIES	22912
TOTAL			3941083 m²
			394,1083 ha

La présente autorisation d'occupation du domaine public est consentie à titre précaire et révocable dans les conditions de l'article R.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

La législation concernant les baux ruraux, les baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne lui est pas applicable.

L'autorisation de chasser est accordée uniquement au bénéficiaire désigné ci-avant. Toute sous-location de même que tout échange de droit de chasser avec d'autres bénéficiaires est interdit.

ARTICLE 2 : DUREE

La durée de la présente convention est de 4 ans maximum avec reconduction tacite annuelle sauf en cas de dénonciation d'une des parties.
Elle prendra donc effet le 5 février 2023.

Des modifications mineures à la présente convention peuvent intervenir par voie d'avenant après accord des parties signataires, à chaque intersaison et au plus tard un mois avant l'ouverture de la chasse. Toutes les parties s'engagent à se rencontrer à minima une fois par an à la fin de la période de chasse.

Tout changement ou arrivée d'un nouveau gestionnaire entraînera la signature d'un avenant ou d'une nouvelle convention entre les parties, valable jusqu'au terme fixé dans la présente convention. Cette nouvelle convention ne pourra pas remettre en cause les clauses de la présente convention sauf accord exprès de toutes les parties.

ARTICLE 3 : REDEVANCE

Compte tenu de la taille, de la nature du territoire et de la contribution des chasseurs dans la régulation des sangliers, la redevance annuelle est fixée à 1€.

Cette redevance est payable auprès de l'agent comptable de la ville d'Ollioules, propriétaire du foncier.

ARTICLE 4 : DROITS ET OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

4.1 Conditions générales d'exercice de la chasse

L'autorisation de chasser est accordée uniquement au bénéficiaire désigné ci-avant.

L'autorisation de chasser est délivrée uniquement pour une seule technique de chasse (tir).
Toute exception devra être soumise à l'accord exprès du propriétaire et des gestionnaires.

La poursuite du gibier n'est autorisée que sur les parcelles de chasse, sauf si l'animal est mort ou mortellement blessé.

4.2 Règlement intérieur

Le règlement intérieur de l'association de chasse de la Maquisarde reprendra **dans son intégralité** les règles et modalités particulières de pratique de la chasse incluses dans la présente convention.

Le règlement intérieur sera obligatoirement adressé au propriétaire et aux gestionnaires 15 jours avant l'ouverture de la chasse.

4.3 Conditions techniques d'exercice de la chasse

L'exercice de la chasse, sur le site considéré s'effectue dans la limite de la réglementation en vigueur fixée par les Autorités administratives en conformité avec l'article L.424-2 du Code de l'Environnement, et suivant les modalités définies ci-après.

Le propriétaire peut, après en avoir averti l'association, restreindre, suspendre ou interdire l'exercice de la chasse en fonction du statut de certaines espèces, de circonstances climatiques particulières ou de besoins liés à la gestion du site concernant son ouverture au public (travaux, journées pédagogiques ou création d'un sentier de découverte).

Les gestionnaires, en concertation avec l'association, informent les usagers du site sous des formes adaptées (panneaux, affichages en mairie...) des périodes et des zones où la chasse est autorisée.

Sur autorisation du propriétaire, un arrêté municipal pourra organiser une battue administrative conformément aux dispositions préfectorales relatives à la présence sur le site d'un sanglier. Le mode de chasse au sanglier est interdit (notamment le tir individuel dit « tir de rencontre »).

4.3.1 Connaissance des limites du territoire de chasse

De manière générale, le bénéficiaire indique qu'il a une parfaite connaissance des parcelles décrites dans la convention et qu'il s'engage à alerter le propriétaire et les gestionnaires sur des actes ou des faits portant atteinte à ces espaces.

Le bénéficiaire ne doit pas faire obstacle aux aménagements liés à la restauration du site ou à son ouverture au public et aux usages autorisés.

4.3.2 Périodes de chasse autorisées

L'ouverture de la chasse sur le site est autorisée dans la limite des dates définies par l'autorité préfectorale et conformément à l'article L.424-2 du Code de l'Environnement.

La pratique de la chasse s'effectuera conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur et le règlement intérieur de la société de chasse.

Les jours où la pratique de la chasse est interdite sont : **les mercredis après-midi, les samedis après-midi et les dimanches après-midi**, ainsi que **les jours fériés après-midi** (cf. Annexe 2).

La chasse de gibier migrateur (grives, merles, pigeons ramiers) est autorisée tous les jours entre le 1er octobre et le 15 novembre.

Les horaires sont fixés par arrêté préfectoral. Pour les après-midi où la chasse est interdite cette interdiction est applicable à partir de 12h (midi).

En raison de la fréquentation importante du public sur ce site périurbain, les battues seront autorisées le **samedi matin jusqu'à 14h** et en **semaine sauf le mercredi toute la journée** (cf. Annexe 2).

4.3.3 Nature du gibier chassable

Il est autorisé de chasser l'ensemble des espèces chassables selon l'arrêté préfectoral en vigueur.

4.3.4 Circulation

Le propriétaire et les gestionnaires entendent limiter le nombre de véhicules autorisés à circuler dans la forêt communale, elle délivrera des autorisations annuelles liées à la gestion cynégétique et des autorisations particulières liées aux battues dans la limite de 10 autorisations.

L'identification des véhicules sera effectuée chaque année par une attestation délivrée par le propriétaire à déposer visiblement à l'intérieur du véhicule. Tout véhicule non autorisé est verbalisable.

4.3.5 Respect du site

Le bénéficiaire s'engage à ce que ses membres ramassent les douilles après chaque tir et doivent respecter les plantations, les clôtures ainsi que les équipements installés par le propriétaire et les gestionnaires (panneaux signalétiques et d'entrée de site notamment).

Tout matériel qui fera l'objet d'une dégradation imputable à l'activité de chasse sera remplacé aux frais du bénéficiaire.

Toute création de nouvelle culture ou installation (points d'eau, miradors, drailles, etc.) devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du propriétaire, des gestionnaires et des gestionnaires devra être obtenu avant le démarrage des travaux.

Tout entretien des drailles devra être signalé en amont aux gestionnaires.

Le bénéficiaire devra procéder à ses frais au démantèlement des matériels obsolètes et non-utilisés.

Toute coupe d'arbre sur pied, à la cime sur pied, ou mi-hauteur ainsi que tout élagage est interdit.

Les lâchers de gibier sont autorisés à des fins de repeuplement durant la saison de chasse, sur autorisation expresse du propriétaire et des gestionnaires, dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve que l'association présente un programme de gestion des habitats des espèces concernées établi en partenariat avec la Fédération Départementale et l'OFB. Le bénéficiaire est tenu de délivrer aux gestionnaires et au propriétaire les documents justifiant de l'origine du gibier lâché. Les lâchers de gibier doivent faire l'objet, de même que les tirs, d'une information auprès des gestionnaires et du propriétaire.

Le bénéficiaire devra s'interdire et interdire sur les parcelles visées à l'article 1 :

- Toute activité incompatible avec l'affectation des biens objet de la présente convention et des missions du propriétaire notamment :
 - o La circulation et le stationnement des véhicules motorisés en dehors des pistes prévues à cet effet, à l'exception des véhicules de service et de sécurité,
 - o Les activités de campement et de caravanage, y compris dans un véhicule,
 - o L'affichage de toute nature sans autorisation écrite en dehors de l'information directement liée à la gestion du site et à son animation,
- Sur les aires de stationnement et aux abords immédiats (maximum 150m), la chasse est interdite et les chasseurs doivent se présenter fusils déchargés et cassés, chiens tenus en laisse.

4.4 Gestion et régulation des animaux surabondants ou déclarés nuisibles

Le bénéficiaire est responsable du maintien des populations. Le bénéficiaire aura donc pour objectif d'anticiper les besoins de régulation des animaux surabondants afin que ni le propriétaire, ni les gestionnaires ne puissent être accusés de négligence en la matière. Il prendra donc toutes les mesures nécessaires – suivi et gestion par la chasse - pour que la présence de ces animaux ne nuise pas aux activités économiques à proximité du site et à la sécurité des personnes lors des déplacements routiers.

Sauf autorisation expresse du propriétaire, la régulation n'est pas autorisée en dehors des périodes légales d'ouverture de la chasse et dans les réserves de chasse et de faune sauvage.

Dans le cas de la chasse en battue, le bénéficiaire devra programmer le secteur ciblé ainsi que les dates en relation avec les gestionnaires. Les gestionnaires et le propriétaire devront être destinataires du calendrier des battues.

En cas de difficultés rencontrées dans le maintien de la dynamique de ces populations, notamment celui du sanglier, le bénéficiaire préviendra le propriétaire et les gestionnaires pour qu'une solution puisse être trouvée et cela dès que la prolifération d'animaux sera détectée par le bénéficiaire.

En cas d'échec de gestion des populations animales par la chasse, la régulation administrative s'effectue sous l'autorité du Préfet en lien avec la louterie et des autorisations de reprise ou de destruction pourront être accordées au bénéficiaire.

En cas de prolifération de gibiers mettant en cause l'équilibre du milieu, la bonne gestion des biotopes ou l'intégrité des propriétés riveraines, l'association pourra effectuer des reprises après accord écrit du propriétaire et des gestionnaires et après avoir reçu les autorisations administratives auprès des services compétents de l'Etat.

Le gibier capturé sera relâché de façon privilégiée sur d'autres considérée, après accord du propriétaire.

Le piégeage d'animaux doit revêtir un caractère exceptionnel et s'effectuer selon la réglementation en vigueur, après accord écrit du propriétaire et des gestionnaires. L'utilisation de poisons ou de produits ayant le même effet sur la faune sauvage est strictement interdite.

4.5 Travaux concernant la gestion des habitats

Pour répondre aux objectifs de gestion des habitats présents sur le site, le bénéficiaire pourra être sollicité pour participer à des travaux. La liste et la période de réalisation de ces travaux seront établies en fonction du plan de gestion, sur proposition de la ville d'Ollioules et des gestionnaires ou lors de l'établissement du bilan annuel de la saison de chasse.

La réalisation de certains travaux par le bénéficiaire (entretien des ronds-points, des baisses, fauche de prairies...) étant acceptée, n'ouvre droit, en aucun cas, à une indemnisation quelconque.

4.6 Respect des lois et règlements

Les lois et règlements en vigueur doivent être strictement respectés par le bénéficiaire de l'autorisation, notamment ceux relatifs à l'urbanisme, à l'environnement, à la police, aux monuments historiques classés, à l'ouverture au public, à l'hygiène et à la sécurité au travail.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DES GESTIONNAIRES

Les gestionnaires veilleront à l'application et au respect des termes de la présente convention. Ils avertiront le propriétaire de tous les manquements du bénéficiaire.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

6.1 Bilan annuel

Un bilan annuel de la saison de chasse (tableaux, battues, lâchers, actions diverses) est transmis par le bénéficiaire au propriétaire et aux gestionnaires, dans le mois suivant la fermeture générale de la chasse.

6.2 Infractions et sanctions

Toute infraction à l'exercice de la chasse, au sens des articles R.428-1 et suivants du Code de l'Environnement, est passible d'une contravention de 5^e classe, d'une peine complémentaire de nature notamment à interdire ou confisquer la détention ou le port d'une arme soumise à autorisation, et pouvant aller jusqu'au retrait du permis de chasser.

Les parties conviennent en outre que le non-respect par l'association, ou de l'un de ses membres, des termes de la présente convention, ou des règles générales de la chasse, sera sanctionné par la suppression de l'autorisation de chasser sur le site pour une saison complète, et de manière permanente en cas de récidive.

Dans cette dernière hypothèse celui-ci sera exclu de la pratique de la chasse sur le territoire de la présente convention, et ce, sans préjuger des poursuites pénales qu'il peut encourir.

En application de l'article R.428-21 du Code de l'Environnement la responsabilité pénale de la personne morale titulaire de l'autorisation de chasser peut-être engagée.

ARTICLE 7 : RETRAIT DU TITRE D'OCCUPATION

7.1 Retrait de l'autorisation pour inexécution des clauses et conditions

Mise en demeure préalable

En cas de non-respect de la convention, le bénéficiaire fera l'objet d'une mise en demeure par le propriétaire par lettre recommandée avec avis de réception. Il disposera alors d'un délai de 30 jours, pour se mettre en conformité avec ses obligations.

Retrait de l'autorisation

Faute toutefois par le bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente autorisation, celle-ci pourra, en application de l'article R.2122-7 du code général de la propriété des personnes publiques, être retirée par le propriétaire, sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 mois après en avoir informé le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.2 Retrait pour un autre motif

En application de l'article R.2122-7 précité, l'autorisation du propriétaire peut être retirée à tout moment pour motif d'intérêt général sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 mois après en avoir informé le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'impossibilité partielle, en concertation avec le bénéficiaire, le propriétaire et les gestionnaires prendront les mesures qui s'imposent (suspension de l'autorisation de chasser).

7.3 Renonciation à son titre d'occupation par le bénéficiaire

Dans le cas où il aurait décidé de ne plus occuper l'immeuble avant la date fixée, le bénéficiaire peut solliciter la résiliation de la présente autorisation auprès du propriétaire, et obtenir un accord exprès.

Le bénéficiaire adressera sa demande au propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception qui disposera alors d'un délai de 2 mois pour se prononcer.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

8.1 Responsabilités

Le bénéficiaire assure la responsabilité pleine et entière du bon déroulement de l'activité de chasse sur le site.

En cas de dégâts occasionnés par le gibier, le bénéficiaire ne pourrait être tenue comme seule responsable quant aux regards des restrictions de pression de chasse qui lui sont imposées.

Le président de l'association est tenu d'informer (inscription au règlement intérieur) l'ensemble de ses membres de l'ouverture du site au public (et qu'il est fortement fréquenté en certains lieux) et qu'en conséquence ils doivent prendre toutes les mesures de précaution dans l'exercice de leur activité de chasse.

8.2 Assurances

Le bénéficiaire devra, dans les dix jours de la signature de la présente, se garantir contre tout dommage en souscrivant une police d'assurance garantissant sa responsabilité dans tous les cas où elle pourrait être recherchée.

Le président de l'association produit chaque année, un mois avant la date de l'ouverture de la chasse copie de l'attestation d'assurance "responsable-organisateur de chasse" afin que ni le propriétaire, ni les gestionnaires ne puissent être inquiétés.

ARTICLE 9 : LITIGES

9.1 Litiges

En cas de non-respect de la convention, le bénéficiaire fera l'objet d'une mise en demeure par le propriétaire par lettre recommandée avec avis de réception, le titulaire disposant alors d'un délai de 30 jours, au minimum, pour se mettre en conformité avec ses obligations.

9.2 Procédure de conciliation

Si le litige persiste, avant toute action de résiliation par le propriétaire ou toute action judiciaire, la partie la plus diligente saisit une commission de conciliation composée à parité, d'une part, de représentants du propriétaire et des gestionnaires, d'autre part, de personnes mandatées par le titulaire.

La commission de conciliation établit un procès-verbal à l'issue d'une réunion des parties, présentant : l'objet du litige, la position de chacune des parties vis-à-vis du litige, et les modalités de règlement amiable du litige ou l'absence d'accord sur le règlement du litige.

Dans le cas où l'exploitant refuserait, expressément ou par son abstention, la procédure de tentative de conciliation, en cas d'échec de la tentative de conciliation par devant ladite commission ou en cas de non-respect des modalités de règlement adoptées devant celle-ci, le propriétaire et les gestionnaires pourront résilier la présente convention.

La commission de conciliation peut, de même, être saisie par les parties en cas de désaccord sur les modalités d'un projet d'avenant.

9.3 Compétence juridictionnelle

Conformément à l'article L.2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, en cas de litige entre les parties sur les modalités et l'exécution de la présente convention, le tribunal administratif territorialement compétent sera saisi.

10 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'entière exécution des présentes et de tout ce qui s'y rattache, les parties font élection de domicile,

Pour la ville d'Ollioules à l'Hôtel de Ville, 7 Avenue Général de Gaulle, 83190 Ollioules

Pour la Métropole TPM à l'Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107 rue Henri Fabre, 83000 Toulon

Pour l'Office National des Forêts, 62 avenue Valéry Giscard d'Estaing - Immeuble Apollo, 06205 Nice cedex 3

Pour l'association de chasse la Maquisarde, à la Mairie Annexe, Espace Pierre Puget, place Marius Trotobas, 83190 Ollioules

DONT ACTE,

Fait le :

Le propriétaire
La ville d'Ollioules

Le gestionnaire
La Métropole TPM

Le gestionnaire
L'Office National des Forêts

Le Maire,
Monsieur Robert BENEVENTI

Le Président,
Monsieur Hubert FALCO

Le Directeur,
Monsieur François BLAND

Le bénéficiaire
L'association de chasse
La Maquisarde

Le Président,
Monsieur François DE L'ISLE

Envoyé en préfecture le 01/02/2023

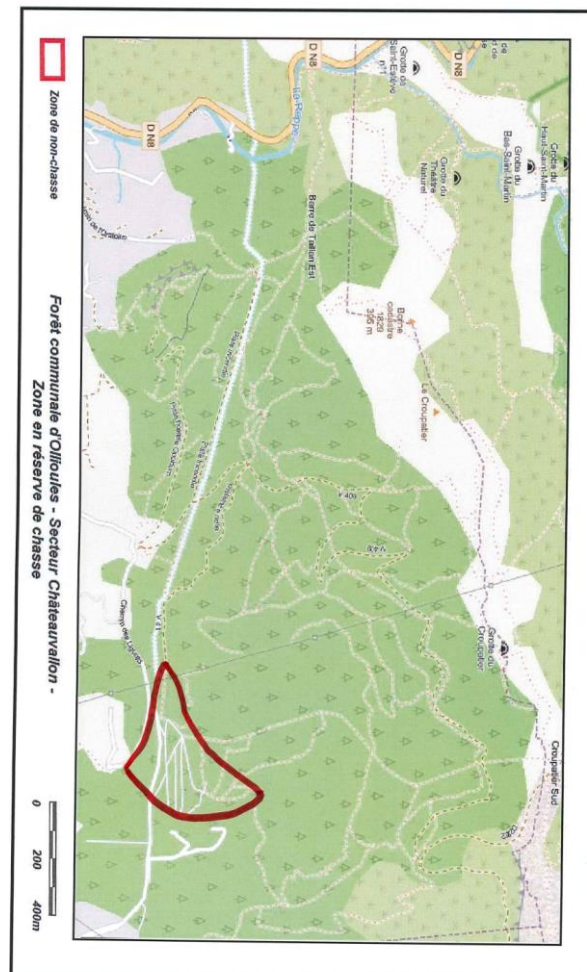
Reçu en préfecture le 01/02/2023

Affiché le

ID : 083-218300903-20230130-DEL2023_01_4_6-DE

Annexe 1 : Zones de chasse autorisées et interdites





Annexe 2 : Calendrier des périodes de chasse au

Calendrier de la chasse :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Jour férie
Matin (Jusqu'à 12h)								
Après-midi (Dès 12h)								

Chasse autorisée

Chasse interdite

Calendrier des battues :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Matin (Jusqu'à 14h)							
Après-midi (Dès 14h)							

Battues

Battues

Annexe 2 : Liste de diffusion des informations

Ci-dessous la liste des contacts à intégrer dans la liste de diffusion des informations :

Noms	Fonctions / Structures	Adresses mail	Numéros de téléphone
Michel THUILLIER	Adjoint délégué à la Sécurité et Tranquillité Publiques, Hygiène et Santé Publique, Etat Civil, Elections Politiques	mich.thuillier@gmail.com	06.11.39.98.27
Jean-Louis PIERACCINI	Conseiller Municipal délégué à la Forêt, la Reppe, GEMAPI, ASA Canal des Arrosants	jls.pieraccini@wanadoo.fr	06.44.35.19.88
Olivier LE NEANNEC	Directeur des Espaces Naturels et de la Biodiversité TPM	oleneannec@metropoletpm.fr	06.24.04.49.30
Lynda BOUAKAZ	Direction des Espaces Naturels et de la Biodiversité TPM	lbouakaz@metropoletpm.fr	04.94.05.35.39
Tristan CALISTRI	Eco-garde TPM	tcalistri@metropoletpm.fr	06.16.99.75.76
Thibault BARJAVEL	Eco-garde TPM	tbarjavel@metropoletpm.fr	06.16.99.75.76
Philippe COUSEIN	Garde bois d'Ollioules	p.cousein@orange.fr	06.15.80.06.02
Sonia MARINIER	Police Municipale	smarinier@ollioules.fr	04.94.30.41.22
Catherine BUISSON	Cabinet du Maire	cbuisson@ollioules.fr	04.94.30.41.02
Laëtitia VERLET	Service Environnement	lverlet@ollioules.fr	06.16.21.23.88
Hervé MAITRE	ONF	herve.maitre@onf.fr	06.25.54.19.60